



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE PARIS

Justice pour les victimes du Chlordécone ! Un crime environnemental et sanitaire impuni

Aux Antilles, l'État français a permis aux gros planteurs, d'utiliser le chlordécone (pesticide toxique) légalement jusqu'en 1993 ! Le chlordécone a contaminé plus de 90% des Guadeloupéens et Martiniquais. Ce produit est responsable de nombreux cancers de la prostate, maladies neurologiques et troubles du développement.

- Les sols et les eaux sont pollués pour des siècles.
- Les Antillais.es continuent d'être exposé.es chaque jour à cette substance toxique.
- L'État a sciemment autorisé son usage pendant plus de 20 ans après les premiers avertissements scientifiques.

L'État enfin reconnu responsable mais des victimes non indemnisées

-Ce mois de mars 2025, la cour administrative d'appel de Paris a reconnu que l'État avait commis des fautes graves en autorisant le chlordécone et en tardant à agir.

-Pourtant, sur 1 286 demandes d'indemnisation, seules 11 victimes ont été indemnisées (moins de 1% des requérant.es !).

-L'indemnisation est conditionnée à des preuves quasi impossibles à fournir (analyses sanguines, preuve d'un risque sanitaire direct).

Une injustice inacceptable !

Nos revendications :

- Un fonds d'indemnisation accessible à toutes les victimes sans conditions irréalisables.
- La reconnaissance des maladies causées par le chlordécone en maladie professionnelle.
- Une surveillance médicale gratuite et renforcée pour les populations exposées.
- La dépollution massive des terres et de l'eau pour protéger les générations futures.
- Des sanctions contre les responsables de ce crime environnemental, notamment quelques familles qui ont bâti leur fortune sur l'esclavage et détiennent une grande partie de la richesse dans les DOM (terres agricoles, import-export, grande distribution).

**Ne restons pas silencieux ! Faisons entendre notre voix !
L'injustice doit cesser, l'État doit réparer !**

Collectif DOM TOM du SUPAP-FSU : supapfsucollectifdom@gmail.com